

## Fureur à Jérusalem, par Nathan Thrall (London Review of Book)

### Description

Par Nathan Thrall, LRB, 21 novembre

Ce que le gouvernement d'Israël appelle sa capitale éternelle unifiée fait partie des villes les plus précieuses et divisées du monde. Quand il a conquis la partie orientale de Jérusalem et la Cisjordanie – toutes deux administrées par la Jordanie – en 1967, Israël a augmenté de trois fois les limites municipales de la ville. En conséquence, environ 37 % des habitants actuels de Jérusalem sont des Palestiniens. Ils ont des bus, des écoles, des centres de santé, des centres commerciaux séparés et parlent une autre langue. Dans leurs quartiers, les colons israéliens et la police des frontières sont fréquemment les cibles de jets de pierre, tandis que des Palestiniens ont été battus par des jeunes nationalistes juifs dans la partie Ouest de la ville. Des ballons équipés de caméras planent au-dessus de Jérusalem Est, maintenant la surveillance de la population palestinienne. La plupart des Israéliens n'ont jamais visité et ne connaissent même pas le nom des zones palestiniennes que le gouvernement insiste à appeler les siennes.

Les travailleurs municipaux viennent dans ces quartiers escortés par la police.

Les habitants palestiniens de Jérusalem ont le droit de demander la citoyenneté israélienne, mais pour l'acquiescer ils doivent faire la preuve d'une connaissance moderne de l'hébreu, renoncer à leur citoyenneté jordanienne ou autre et jurer leur loyauté à Israël. Plus de 95 % ont refusé, considérant que ceci signifierait l'acceptation et la légitimation de l'occupation israélienne. Depuis que la ville a été occupée il y a 47 ans, plus de 14 000 Palestiniens ont vu invoquer leur droit de résidence. Comme résidents permanents, les Palestiniens de Jérusalem ont le droit de voter dans les élections municipales (mais pas nationales israéliennes), pourtant plus de 99 % les boycottent. Sans incitation électorale pour satisfaire les besoins des Palestiniens, les politiciens de la ville les négligent.

Tous les Jérusalémites paient des taxes, mais la proportion du budget municipal allouée aux quelques 300 000 résidents palestiniens dans une ville ayant une population de 815 000 ne dépasse pas 10 %. La fourniture de services est très inégale. Est-il y a cinq bureaux d'aide sociale comparés à 18 à l'Ouest, quatre centres médicaux pour mères et enfants comparés aux 25 de l'Ouest, 11 facteurs comparés aux 133 de l'Ouest. Les rues sont pour la plupart délabrées et souvent trop étroites pour les camions à ordures, ce qui force les Palestiniens à brûler les déchets hors de chez eux. Un manque de conduits d'égout implique que les habitants palestiniens doivent utiliser des fosses septiques qui débordent souvent. Les étudiants sont entassés dans des écoles surpeuplées ou dans des appartements réutilisés ; 2200 classes supplémentaires sont nécessaires. Plus des trois quarts des Palestiniens de la ville vivent au-dessous du seuil de pauvreté.

Depuis 1967, aucun nouveau quartier palestinien n'a été établi dans la ville, tandis que les colonies juives entourant les zones palestiniennes existantes ont proliféré. Un zonage restrictif empêche les Palestiniens de construire également. Israël a désigné 52 % de la terre de

Jérusalem est comme indisponibles pour le développement et 35 % pour les colonies juives, laissant seulement 13 % à la population palestinienne, en majorité déjà construits. Ceux dont la famille s'accroît doivent choisir entre construire illégalement et quitter la ville. Près d'un tiers d'entre eux décident de construire, ainsi 93 000 résidents sont sous une menace constante de démolition de leur maison.

Le gouvernement ne manque pas d'explications bureaucratiques pour ce traitement inégal, mais il ne cherche pas toujours à cacher la base ethnico-religieuse de sa discrimination. Après les attaques terroristes récentes par des juifs et des Palestiniens à Jérusalem et en Cisjordanie, le gouvernement a démolit les maisons des seuls auteurs palestiniens. Les Palestiniens qui vivent dans des maisons abandonnées pendant la guerre de 1948 ont été expulsés pour laisser la place à d'anciens propriétaires juifs et à leurs descendants, mais la réciprocité n'a pas eu lieu.

Jérusalem a été la capitale culturelle, politique et commerciale des Palestiniens, connectée à Bethléem au sud et à Ramallah au nord. Mais la construction du mur de séparation coupe les Jérusalimites de la Cisjordanie et entre eux. Le cheminement du mur a été choisi pour inclure autant de Jérusalem Est et de colonies juives de Cisjordanie que possible tout en excluant le plus grand nombre possible de Palestiniens. Dans la zone de Jérusalem, seuls 3 % du mur suivent la frontière d'avant 1967. Le mur divise les Palestiniens de Jérusalem en deux groupes : les trois quarts se sont trouvés du côté israélien ; un quart est du côté cisjordanien, et est maintenant forcé d'attendre dans de longues queues aux checkpoints pour arriver aux écoles et à d'autres services. Certains villages palestiniens plus petits sont complètement encerclés par le mur.

Comme les zones du côté cisjordanien du mur sont toujours dans les frontières municipales de Jérusalem, l'Autorité palestinienne basée à Ramallah n'a pas le droit d'y entrer. Mais la police israélienne, en commun avec les fournisseurs des autres services municipaux de base, refuse largement de s'y rendre. Malgré cela, les habitants sont toujours obligés de payer les taxes municipales pour se qualifier aux prestations de santé et autres. Ces quartiers sont devenus un no man's land où les criminels peuvent échapper tant à Israël qu'à l'Autorité palestinienne.

Dans les zones palestiniennes du côté israélien du mur, le crime est aussi devenu omniprésent. Les forces de sécurité israéliennes tendent à n'entrer dans ces zones que quand il y a une menace sécuritaire pour les juifs israéliens. La présence sécuritaire israélienne à Jérusalem Est est constituée surtout d'unités paramilitaires qui sont avant tout là pour écraser le mécontentement et empêcher les attaques de colons plutôt que pour protéger les Palestiniens. La non-coopération avec les forces israéliennes, par rejet de leur autorité ou par crainte d'être considéré comme un collaborateur, a permis la prolifération des gangs. Ils sont impliqués dans des vols, des trafics de drogue et d'armes et des extorsions qui affectent un grand nombre de business palestiniens. La montée du crime et de l'insécurité a contribué à faire de Jérusalem Est une ville fantôme la nuit.

Le mécontentement et la tension ethnique augmentent déjà depuis quelque temps, mais ce n'est que depuis juillet qu'on qualifie les protestations et la violence montante d'Intifada. Fin juin, l'armée israélienne a découvert les corps de trois adolescents étudiants de yeshivas de Cisjordanie tués précédemment ce mois-ci. Le lendemain, des centaines de juifs ont manifesté

dans Jérusalem Ouest, criant « mort aux arabes », « Mohamed est mort » et des slogans similaires. Plusieurs dizaines de manifestants ont attaqué des travailleurs et des passants palestiniens. Avant l'aube du lendemain, trois nationalistes juifs ont enlevé un jeune palestinien de 16 ans pris au hasard, nommé Mohammed Abu Khdeir, du quartier de la classe moyenne supérieure de Shuafat, l'ont battu et brûlé vivant.

Dans les jours suivant son meurtre, des émeutes ont éclaté dans les zones palestiniennes de Jérusalem. Un nouveau tramway qui traverse Shuafat en route pour la colonie proche de Pisgat Ze'ev a été maintes fois caillassé et son opération suspendue. Les manifestations se sont répandues quand la guerre à Gaza a éclaté une semaine après le meurtre d'Abou Khdeir. Depuis, des manifestations ont eu lieu presque quotidiennement à Jérusalem.

Deux des points focaux sont Silwan, au sud-est des murs de la vieille ville, où des colons juifs munis de gardes de sécurité privée payés par l'État se sont emparés de nombreuses maisons, et le Haram al-Sharif, connu des juifs comme Har HaBayit (le Mont du Temple), où Israël a restreint l'accès des Palestiniens et a permis plus de visites par une minorité juive petite mais bruyante qui se vante d'avoir un ministre et des sous-ministres dans le gouvernement actuel et qui ignorent les interdictions ultra orthodoxes en réclamant des prières et même la construction d'un troisième temple juif sur le site.

Le maire de Jérusalem, Nir Barkat, a dit récemment que le nombre d'incidents impliquant des jets de pierres et des cocktails Molotov est passé de 200 par mois dans la période précédant la guerre à Gaza à 5000 par mois depuis. Plus d'un million de Palestiniens de Jérusalem, la plupart mineurs, ont été détenus depuis juillet à quatre fois le total arrêté à Jérusalem Est pour des délits sécuritaires entre 2000 et 2008, une période qui inclut la deuxième Intifada.

Pour contrecarrer l'agitation, le gouvernement israélien a détaché un million d'officiers des forces spéciales pour la police de Jérusalem ; déployé quatre unités de police des frontières en plus ; conduit des raids à grande échelle et augmenté la présence des forces paramilitaires à Jérusalem Est ; établi des checkpoints et des barricades autour des zones palestiniennes ; appelé les Israéliens qui ont des permis de port d'armes à se joindre à une force de sécurité de volontaires ; donné l'ordre de démolir les maisons des attaquants palestiniens et d'arrêter leurs proches ; dispersé les foules en les arrosant d'un liquide puant connu sous le nom de « pourriture » ; érigé des barricades de béton aux arrêts ; formé une force d'intervention pour traiter les violences ; menacé d'amende les parents des jeunes manifestants ; proposé des peines de prison jusqu'à 20 ans pour des jets de pierre ; et délivré des amendes dans les quartiers palestiniens pour des délits aussi mineurs que les traverser hors des clous ou de recracher des enveloppes de graines de tournesols.

Jusqu'à présent, aucune de ces mesures n'a eu beaucoup d'effet. De plus en plus de Palestiniens, particulièrement à Jérusalem Est, ont été blessés et dans plusieurs cas tués par les forces israéliennes. En novembre, un autre teenager palestinien de Jérusalem est arrêté et battu, mais laissé en vie. Plusieurs Palestiniens de Cisjordanie ont été délibérément renversés par des Israéliens ces mois derniers. Les attaques contre des Israéliens ont fortement augmenté. Un supporter de premier plan de la prière juive dans le Haram al-Sharif/Mont du temple a été abattu. Le 18 novembre, deux Palestiniens de Jérusalem Est portant hache, couteau et revolver ont tué un policier, un fidèle et trois rabbins ultra-orthodoxes dans

une synagogue de Jérusalem Ouest. Il y a eu de très horribles attaques de soldats et de civils israéliens par des Palestiniens utilisant pistolets, couteaux ou véhicules. Plus de 100 Israéliens sont morts dans de tels incidents ces dernières semaines qu'en 2012 et 2013 combinés.

Le premier ministre, Benjamin Netanyahu, et le ministre des affaires étrangères, Avigdor Lieberman, ainsi que les porte-parole du gouvernement israélien, ont déclaré que le président palestinien, Mahmoud Abbas, suscite cette violence, mais cette affirmation vise à contrecarrer les initiatives diplomatiques d'Abbas plutôt que de fournir une sobre estimation des causes de l'agitation. Comme ils ont déclaré des responsables sécuritaires israéliens, les attaques récentes ont en fait été l'œuvre de « loups solitaires » des actes de violence spontanés, non commis par les adeptes d'une faction politique particulière. Ils viennent précisément de l'absence de direction politique palestinienne, unifiée ou non.

Les Palestiniens se sentent généralement déconnectés de leurs leaders politiques, mais le sentiment d'abandon est particulièrement aigu à Jérusalem, où l'AP est strictement interdite d'activité et pour laquelle Ramallah, comme la majorité du monde arabe, consacre beaucoup de nobles paroles mais très peu d'actes. Quand il a consenti aux accords intermédiaires de cinq ans pour l'autonomie palestinienne lors des accords d'Oslo, Yasser Arafat a accepté d'exclure Jérusalem des zones qui seraient gouvernées pro tempore par l'AP. Les leaders locaux, particulièrement feu Faisal Husseini, dirent leur désaccord, c'est une raison pour laquelle Yitzhak Rabin, qui s'opposait résolument à la division de Jérusalem quand il était Premier ministre et disait qu'il abandonnerait plutôt la paix que de renoncer à une capitale unifiée, choisit de contourner Husseini et, à la place, poursuivit des négociations secrètes à Oslo avec les émissaires d'Arafat.

Les Palestiniens de Jérusalem ont été privés de leaders politiques depuis la mort de Husseini en 2001. Les quatre représentants de Jérusalem au Parlement palestinien et tous membres de l'AP, élus en 2006 ont été déportés. Le Shin Bet, l'agence de sécurité intérieure d'Israël, surveille la « subversion politique », ce qui inclut l'opposition à l'occupation israélienne. Comme tous les partis politiques palestiniens s'opposent à l'occupation, eux et leurs activités ont, en pratique, été criminalisés. Même des institutions palestiniennes anodines comme la Chambre de commerce de Jérusalem ont été fermées. Des années de suppressions israéliennes de l'activité politique palestinienne ont garanti que quand la violence explose à Jérusalem, il n'y a pas de direction légitime pour la tempérer ; et des manifestations et attaques spontanées et inorganisées sont bien plus difficiles à contrecarrer et à contenir par les forces de sécurité.

L'idée qu'Abbas les a incités à manifester est risible pour les Palestiniens de Jérusalem. Quand ils entrèrent dans la ville leur entrée fut permise, ses représentants et associés ont été attaqués verbalement et physiquement par des habitants palestiniens. Un ancien Ministre des affaires religieuses et ses gardes du corps ont été hospitalisés après une attaque alors qu'ils étaient sur le Haram al-Sharif, et un gouverneur de l'AP a dû quitter la tente mortuaire de la famille d'Abu Khdeir sous les huées. L'AP est accusé d'être resté inerte tandis qu'un Jérusalemitain palestinien était encerclé, divisé et réduit.

Abbas s'oppose fermement à diriger une Intifada, pacifique ou autre, et il démissionnera presque certainement si une nouvelle commence. Comprenant sa détestation profonde de la violence, Hamas

a donné son accord pour une campagne conjointe de protestation pacifique avec le mouvement Fatah d'Abbas en Cisjordanie, mais Abbas et les forces de sécurité sous son commandement ont continué à agir contre de telles manifestations. Même maintenant, avec la montée de popularité de Hamas après la guerre à Gaza et la frustration palestinienne à Jérusalem et dans d'autres villes en Israël, Abbas a même refusé les moyens non violents à sa disposition depuis plusieurs années pour faire pression sur Israël, comme de soutenir le boycott des produits non seulement des colonies mais de l'état qui les crée et les soutiens et de réduire la coopération sécuritaire avec Israël. En partie grâce à la collaboration entre les forces de sécurité israéliennes et palestiniennes, la dissidence palestinienne est plus généralisée dans les zones hors du contrôle de l'AP : grèves de la faim dans les prisons israéliennes, boycott et désinvestissements dans la diaspora, enfin protestation et violence dans les communautés palestiniennes en Israël et à Jérusalem. Quand la stratégie politique de l'OLP est de soumettre les résolutions au Conseil de sécurité de l'ONU dont il sait à l'avance qu'elles recevront un veto, ne faut pas s'étonner que les Palestiniens de Jérusalem agissent par eux-mêmes.

La vague actuelle de protestation et de violence a été appelée Intifada silencieuse, Intifada individuelle, Intifada des enfants, Intifada des parents, Intifada des voitures, Intifada des écrasements, Intifada de Jérusalem et troisième Intifada. Mais à quoi ressemble le plus n'est ni la première (1987 à 93) ou la seconde (2000 à 05) Intifada mais la vague de violence non coordonnée et sans leaders qui a précédé les manifestations largement non-légitimes de la première partie de la première Intifada. À l'époque, comme maintenant, la direction de l'OLP était blâmée à tort pour cette violence. Alors, comme maintenant, cette direction semblait battue et sur le déclin. L'OLP avait été expulsé du Liban, les colonies israéliennes étaient en expansion, et les Palestiniens ne voyaient pas comment leurs leaders pourraient parvenir aux objectifs du mouvement national. Comme en 2006, les leaders nationalistes locaux de Cisjordanie étaient parvenus au pouvoir en 1976 par des élections qu'Israël cherchait à défaire. Ces leaders légitimes furent renversés et déportés et des personnages plus accommodants non élus furent mis à la place. Alors, comme maintenant, sans direction organisée en Cisjordanie et à Gaza offrant une stratégie claire de libération nationale, des attaques sporadiques sur des Israéliens, non attribuables à une quelconque faction politique, augmentèrent.

La différence cruciale entre le milieu des années 1980 et aujourd'hui est que la société civile palestinienne est maintenant beaucoup plus faible, comme l'est aussi la vraisemblance d'une organisation politique cohérente du type de celle qui est née peu après le début de la première Intifada. Les groupes qui canalisent alors l'activité politique ont été supplantés, soit par les institutions d'une AP technocratique dont l'existence repose sur une coopération étroite avec Israël, soit par des ONG dont les financeurs étrangers mettent comme condition leur soutien la poursuite de projets de développement apolitiques ou de stratégie pacifiste vague qui exclut explicitement les confrontations non-violentes avec Israël et toute initiative pouvant augmenter les coûts de l'occupation militaire. La société palestinienne est affligée par la dépendance, et dépend de forces qui veulent maintenir le statu quo.

Les Israéliens n'aiment pas l'admettre, mais les deux Intifadas ont apporté des progrès significatifs aux Palestiniens dans leur recherche de libération. Après une augmentation à court terme de l'échelle et de la légitimité de l'occupation, les Palestiniens ont obtenu une plus grande autonomie, non seulement d'Israël mais aussi, dans la première Intifada, de la Jordanie,

---

qui a renoncé à toute prétention sur la Cisjordanie en 1988. Non moins important, après chaque soulèvement, Israël, les USA et la communauté internationale se sont rapprochés des positions palestiniennes.

Cependant Israël a pris des mesures pour s'immuniser contre certaines des faiblesses exposées par ces soulèvements. Après la première Intifada, il a établi l'AP, à qui il a externalisé une grande part de sa responsabilité pour le contrôle des foules et le contre-terrorisme, limitant ainsi l'exposition de ses soldats. L'AP a été financé principalement par l'Europe et les USA, ce qui rend ainsi aussi Israël moins vulnérable à la pression économique, comme le non-paiement des taxes ou la démission en masse des employés publics. Il a autorisé moins de travailleurs palestiniens en Israël, protégeant l'économie des effets des grèves. Pendant et après la deuxième Intifada, Israël a pris des mesures pour protéger sa population des deux côtés de la frontière pré-1967, en construisant la barrière de séparation, en retirant les colons et les soldats de Gaza, et en restreignant les déplacements des habitants de Gaza et de Cisjordanie.

Avec toutes les discussions désespérantes actuelles sur l'impossibilité d'une solution par deux Etats et le caractère inévitable d'une guerre civile prolongée dans un Etat unique, il est facile d'oublier combien le conflit apparaissait différent il y a deux Intifadas. Avant la première Intifada, aucune personnalité importante ne parlait d'Etat palestinien, plutôt que d'autonomie. Aujourd'hui la souveraineté est acceptée publiquement, quoique seulement en paroles, non seulement par les USA et l'ONU mais par un Premier ministre israélien de longue date du parti faucon Likoud. Avant la première Intifada, Israël et les USA refusaient de s'engager avec l'OLP. Diviser Jérusalem était impensable, comme était l'idée d'un partage sur les frontières avant 1967, avec des échanges égaux. Aujourd'hui ce sont les positions de la plus grande part de la communauté internationale et de plus en plus d'Israéliens. Beaucoup d'Israéliens cependant ne voient aucune raison pour que leur pays prenne des risques substantiels et paient un coût élevé pour changer un statu quo imparfait mais gérable depuis longtemps. Ce serait une grande tragédie si rien de moins qu'un troisième soulèvement, à un prix terrible, devait les convaincre du contraire.

traduction : JPB, CCIPPP

Source: [London Review of Books](#)

**date créée**  
2014/12/02